



Paris, le 22 septembre 2011

Communiqué

Marisol Touraine

Secrétaire nationale à la santé et à la sécurité sociale

Budget de la sécurité sociale et propos du Premier ministre sur les retraites : l'injustice et l'inefficacité continuent

Le gouvernement a dévoilé le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012, bientôt présenté au Parlement. Le déficit du régime général s'établirait à 18, 2 Mds € pour 2011 et à 13, 9 pour 2012.

Mais ces prévisions, apparemment encourageantes, ne doivent pas faire illusion. Le gouvernement n'annonce rien de nouveau par rapport à sa politique actuelle. Pourquoi parviendrait-il demain à réduire le déficit alors qu'il échoue aujourd'hui avec la même politique ? D'un côté, il demande des efforts toujours plus importants aux Français, qui ont pourtant de plus en plus de difficultés à avoir accès à la santé. Les annonces d'aujourd'hui reprennent les mesures du plan Fillon-Sarkozy présenté ce mois-ci, avec en particulier la taxation des mutuelles.

D'autre part, comme chaque fois depuis 4 ans, la droite renonce à engager les réformes de structure qui sont attendues : assainissement des recettes par la suppression de niches fiscales improductives et pénalisantes, mise à contribution des revenus du capital, réorganisation du système de soins. Quant à la mise à contribution de l'industrie pharmaceutique, elle reste faciale. La surconsommation de médicaments en France appelle des réorientations fortes qui sont totalement absentes de la politique actuelle.

Dans ce contexte, le reste à charge des patients va encore augmenter, ainsi que le grignotage continu de l'assurance maladie au profit des organismes complémentaires ou l'affaiblissement de l'hôpital public. Le PLFSS 2012 n'offre aucune perspective face à l'aggravation des inégalités sociales et territoriales devant la santé : il ne propose toujours rien pour lutter contre les dépassements d'honoraires, les déserts médicaux et confirme la taxation des Mutuelles qui aura des conséquences catastrophiques sur les assurés sociaux.

En annonçant par ailleurs ce matin que le système français de retraites devait converger avec celui de l'Allemagne, M. Fillon a une fois de plus démontré qu'il était très sélectif dans son admiration pour le modèle allemand : il ferait mieux de s'intéresser à la croissance outre-Rhin, à son niveau d'emplois ou encore à sa capacité exportatrice.

Il faut rappeler qu'en Allemagne les salariés peuvent prendre leur retraite dès 35 annuités de cotisation, et que l'âge de 67 ans marque celui auquel ils peuvent prétendre à une retraite à taux plein. Les prétendues divergences entre les deux pays ne sont donc pas ce que clame la droite ! Faut-il également rappeler que le taux d'emploi des salariés allemands de plus de 55 ans est largement supérieur à ce qu'il est chez nous ? Les salariés allemands qui partent en retraite sont en activité ; en France, ils sont chômeurs !

Malheureusement pour la France, le gouvernement Fillon n'est le symbole ni de la responsabilité ni de la réforme, il incarne la fuite en avant des déficits et l'immobilisme.